## REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DE LA MANCHE COMMUNE DE MARIGNY-LE-LOZON

## ARRETE

Autorisant l'ouverture de l'Espace Westport à titre dérogatoire N°2024-02/3.5

Le maire de Marigny-le-Lozon,

Vu le Code général des collectivités territoriales :

Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 122-5, R 162-12 et R 143-39 ;

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Vu l'arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R 162-9 du Code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 Juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 décembre 1995 portant création de la commission de sécurité et de la commission d'accessibilité :

## ARRETE:

Article 1 : L'établissement Espace Westport situé 1 place Westport à Marigny (commune déléguée de Marigny-le-Lozon) type L 4<sup>ème</sup> catégorie est autorisé à ouvrir au public à titre dérogatoire le vendredi 26 janvier 2024.

Article 2 : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités. Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant. Une ampliation sera transmise à :

- M. le préfet
- M. le commandant de la brigade de gendarmerie.

Fait à Marigny-le-Lozon le 12 janvier 2024

Le Maire Fabrice LEMAZURIER

